



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Pôle Economie Circulaire
Affaire suivie par : Marie-Dominique TESSIER
Tél : 02.41.33.52.73
marie-dominique.tessier@developpement-du-
rable.gouv.fr
Réf : EC-2023-67-AUTO-DUFEU-Noyant Villages-LETEXPL

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 14 mars 2023

Copie : préfecture

Objet : Réexamen et mise en conformité au titre de la directive IED n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles

Monsieur le directeur,

L'installation de compostage de déchets, exploitée au lieu-dit « Manet » à Lasse -NOYANT VILLAGES 49 est visée par la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite directive IED, au titre de la rubrique principale 3532 et du BREF principal « WT traitement des déchets ». Le périmètre IED correspond au périmètre des installations de compostage et ses équipements liés, à savoir la voirie et les dispositifs de traitement des eaux pluviales visés par les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 décembre 2003 modifié les 15 octobre 2010 et 5 février 2016. En application de l'article R.515-71 du Code de l'Environnement, vous avez transmis le 31 juillet 2020 un dossier de réexamen complété en dernier lieu, à la demande de l'inspection des Installations Classées, le 10 février dernier.

Après examen de l'inspection des installations classées, je vous informe que le dossier transmis peut être jugé complet et recevable. En effet, il comporte l'ensemble des éléments prévus aux articles R.515-71 et R.515-72 du Code de l'Environnement.

Considérant votre engagement de mise en conformité de vos installations au regard des conclusions sur les meilleurs techniques disponibles (MTD) applicables à vos installations, depuis le 17 août 2022 ;

Considérant l'absence de demande de dérogation et de demande d'aménagement des meilleurs techniques disponibles applicables ;

**Monsieur le directeur
SAS JACKY DUFEU
« Manet » Lasse BP4
49 490 NOYANT VILLAGES**

Copie : DREAL (SRNT) – Dossier – Chrono – Enregistrement GUN



Mél : uidam.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr

Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy - CS80145 49183 Saint Barthélemy d'Anjou
Cedex

Considérant l'absence de propositions de techniques alternatives ;

Considérant que depuis le 17 août 2022, les prescriptions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED s'appliquent à l'établissement, en particulier, les prescriptions des annexes 1, 2, 3.1. et 3.3 de l'arrêté ministériel précité ;

Considérant l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions en vigueur au regard des critères du point III de l'article R. 515-70 du Code de l'Environnement ;

Conformément à l'article R. 515-73 du Code de l'Environnement ;

Les annexes 1, 2, 3.1 et 3.3 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures technologies disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED s'appliquent à votre installation de compostage depuis le 17 août 2022.


Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2003 applicables à l'établissement sont conservées, à l'exception de celles relatives aux valeurs limites de rejets d'eaux pluviales après traitement approprié (MES, DCO, Azote, Phosphore) et leurs fréquences de surveillance qui devient mensuelle sauf s'il n'est procédé à aucun rejet au milieu naturel dans la période correspondante aux fréquences de mesure conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019.

Le réexamen au titre de l'article R. 515-70 du Code de l'Environnement, conclut à l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions applicables à vos installations par arrêté préfectoral.

Les MTD identifiées dans votre dossier de réexamen sont susceptibles de faire l'objet de contrôle conformément aux articles L.514-4 et suivants du Code de l'Environnement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

**P/ le préfet et par délégation,
P/la directrice et par subdélégation**



Btissaima LUZET